

La Confédération paysanne dénonce les méfaits du modèle agricole sur les migrants et les violations des droits humains. Si les théories établissant un lien direct entre agriculture, écologie et migrations sont très populaires, peut-on si aisément résumer le « problème » des migrations ? Attention aux interprétations simplistes.

AGRICULTURES ET MIGRATIONS

Les causes multiples des migrations

Pour atteindre les impératifs économiques, les agriculteurs se tournent massivement vers des travailleurs « détachés », des personnes dont les conditions de travail et de rémunération sont faibles voire misérables : « Partout en Europe, des politiques d'investissement et de défiscalisation poussent les producteurs agricoles à poursuivre un seul objectif : celui de la compétitivité. À cela s'ajoute la déréglementation du travail, qui repousse toujours un peu plus loin les limites du socialement acceptable : exploitation, mauvais traitements, non-rémunération, logement indigne, servitude par la dette, privation de droits, exposition aux pesticides. Ces mots sont la réalité de nombreux travailleurs migrants dans l'agriculture et l'agro-alimentaire », alerte depuis plusieurs années la Confédération paysanne qui a mis en place le programme d'informations « Agriculture paysanne et travailleurs saisonniers migrants »¹.

Au Nord : déréglementation du travail et esclavagisme moderne

Pour Coline, volontaire du mouvement en France, les saisonniers migrants dans l'agriculture sont invisibles : « À l'heure où le détachement dans le bâtiment fait grand débat, pas un mot sur les intérimaires agricoles », s'insurge-t-elle dans

une tribune au webzine Reporterre. « Alors que les questions environnementales semblent de plus en plus préoccuper les consommateurs, les enjeux sociaux ne sont jamais évoqués. Le travail syndical est particulièrement laborieux dans le monde agricole, tandis que les associations de défense des migrants sont souvent situées en zone urbaine. »

C'est peut-être cet éloignement par rapport aux villes qui empêche également la couverture médiatique. Il faut des mouvements très durs pour attirer l'attention du grand public et des consommateurs, comme en 2000, en Espagne, à El Ejido, où de violentes émeutes racistes à l'encontre des travailleurs marocains avaient donné lieu à des grèves qui avaient paralysé la production dans les serres et contraint gouvernements et employeurs à négocier pour satisfaire les revendications. Des événements dramatiques similaires à Rosarno en Italie (2008 et 2010) avaient conduit les travailleurs subsahariens des champs d'agrumes à s'organiser au sein de l'Assemblée des travailleurs africains. « Les ouvriers agricoles migrants trouvent rarement le moyen d'exprimer leur détresse, ont le plus grand mal à se mobiliser. La pratique syndicale reste quasiment absente dans le secteur, explique la Confédération paysanne. Cibles d'intimidation, de violences ou du fait de leur clandestinité et de leur isolement, les victimes n'ont souvent pas les moyens de dénoncer ces pratiques auprès des tribunaux. »

¹ Un blog a été créé en 2013 pour répertorier les recherches et travaux de ce groupe-programme : <http://www.agricultures-migrations.org>



En, Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Grèce, Portugal, Royaume-Uni, la plupart des pays européens sont concernés et scrutés par l'association qui établit des constats alarmants : « *Même si les situations et leur gravité diffèrent selon chaque cas, partout, le développement agricole centré sur la compétitivité et la maximisation des profits s'accompagne de la pauvreté et de l'érosion des droits. Celles-ci sont de plus en plus permises par les cadres législatifs et les pouvoirs publics. Le recours à l'exploitation d'une main-d'œuvre migrante apparaît ainsi comme une caractéristique structurelle de l'agriculture industrielle en développement. Les producteurs qui refusent de se plier à cette règle, écrasés par la concurrence, sont, eux, amenés à disparaître* », analyse la Confédération paysanne.

Le réchauffement climatique et les politiques agricoles et alimentaires sont-ils responsables des migrations ?

La question bouscule plus que jamais le monde politique et les opinions publiques : pourquoi ces travailleurs migrants se retrouvent-ils dans « nos » champs ? Qu'est-ce qui pousse

réellement les populations à migrer ? Dans un contexte économique fait de crises et dans une période politique de montée des populismes, les migrations n'apparaissent plus comme de « simples » phénomènes humains ayant toujours existé, mais comme des problèmes à analyser. Et, si possible, à régler.

Même le secteur associatif s'y met : « *L'agriculture familiale dont nous faisons la promotion est le premier pourvoyeur d'emplois dans les pays du Sud : 60% des emplois en Afrique, et jusqu'à 90% dans un pays comme le Rwanda, expliquait au Figaro Yvonnick Huet, directeur de l'ONG Agrisud. Seule la préservation des campagnes du désastre écologique permettra d'éviter les migrations de masse. Si on n'arrive pas à stabiliser l'activité agricole des pays du Sud, nous risquons de terribles migrations : en Chine, 300 millions de paysans ont quitté les campagnes et ne trouvent pas leur place dans les villes, ce qui a contribué à l'appauvrissement des campagnes, et accru la misère en certains endroits. À l'échelle globale, ce sont près de 1,7 milliard de petits paysans, qui, en quelques décennies, pourraient abandonner l'agriculture. Ceux-ci se précipitent vers les villes, où règne souvent la misère, certains finiront par échouer en Europe. La conséquence de la pré-*

Les petits agriculteurs et les petits distributeurs méritent plus d'attention.

Illustration
© Hector Sonon.



carisation de l'activité agricole, ce seront des millions de réfugiés qui frapperont à nos portes.»

Cependant, le problème à résoudre serait plus complexe. Une étude présentée par le réseau Reach (porté par le centre de recherches suisse Impact et l'ONG française Acted avec le partenariat de l'Unicef) a récemment bouleversé les idées reçues sur les mineurs africains qui migrent en Europe. Elle a interrogé 720 des 12.000 mineurs arrivés en Italie depuis l'Afrique au premier semestre 2017. Il est apparu que dans 7 cas sur 10, leur départ est lié à des violences, conflits ou exploitations, dont les plus fréquents survenus « à la maison ». Les enfants gambiens invoquent ainsi les « violences domestiques » comme premier facteur d'exil (47 %) quand les Guinéens mentionnent des « persécutions politiques ou religieuses » (31 %). Chez les femmes, la crainte d'un mariage forcé est le motif avancé par 2 filles sur 5.

Mais les théories établissant un lien direct entre agriculture, écologie et migrations sont très populaires. Thomas L. Friedman, journaliste au *New York Times* et trois fois Prix Pulitzer, a réalisé pour *National Geographic* une série de reportages montrant comment les difficultés des agriculteurs en Tunisie, en Syrie, en Egypte et au Yémen ont été à l'origine des révolutions et des conflits dans ces pays. Autre reportage et même grille d'analyse en Afrique où Friedman résume sa théorie en affirmant : « Nous avons le choix. Nous pouvons construire des murs ou nous pouvons construire des jardins. Mais si nous n'aidons pas les Africains à construire des jardins, ils viendront droit sur nos murs. »

Attention aux fins « sécuritaires »

Peut-on si aisément résumer le « problème » des migrations ? En mai 2017, l'ECDPM (European Centre for Development Policy Management) publiait un rapport intitulé *Liens entre sécurité alimentaire et migration : clarifier le débat et tracer une ligne directrice*² duquel ressortent plusieurs messages importants.

D'abord, pour ce « think and do tank », il est clair que les questions de migration sont devenues un thème clé des politiques de coopération au développement : « Les efforts du développement international, en particulier en Europe, visent de plus en plus à s'attaquer aux « causes profondes de la migration » dans le but de freiner les flux venant d'Afrique. Dans ce contexte, une attention particulière a été ac-

cordée à la relation entre sécurité alimentaire et migration. Cependant, une interprétation trop simpliste de ce lien – à savoir, l'investissement dans l'agriculture et le développement rural réduira considérablement les migrations des zones rurales – risque d'induire des fins « sécuritaires » dans la coopération au développement au lieu de poursuivre de véritables objectifs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement rural. »

Augmenter les options offertes aux individus

Les experts précisent leurs craintes : « Monde politique et bailleurs ont souvent une vision simpliste qui part du principe que c'est en investissant dans l'agriculture et le développement rural qu'on réduira automatiquement les migrations. Ce n'est pas le cas. » Pour eux, il faut construire un nouveau récit, une compréhension plus nuancée et un « knowledge agenda » pour fournir plus de preuves : « Adopter une approche de développement signifie augmenter les options offertes aux individus pour leur permettre de poursuivre de meilleures opportunités de subsistance agricole, rurale ou urbaine, avec une migration sûre et régulière comme une de ces options. »

Pour l'ECDPM, les dynamiques de migration devraient être intégrées dans les stratégies et initiatives de sécurité alimentaire et nutritionnelles : « Les donateurs, à commencer par le G7, devraient soutenir des actions de transformation en mettant particulièrement l'accent sur les femmes, la nutrition, le changement climatique et la durabilité environnementale. La priorité devrait être accordée aux actions qui reconnaissent la mobilité humaine comme un pilier de systèmes alimentaires durables et d'un développement territorial inclusif. »

Pour résumer, selon les auteurs, une attention particulière devrait être accordée :

- | Aux petits agriculteurs et aux petits distributeurs ;
- | Au soutien à des économies alimentaires (régionales) mieux intégrées et à la mobilité de tous les acteurs du système alimentaire entre territoires urbains et ruraux ;
- | À des investissements importants dans les infrastructures, notamment numériques et financières ;
- | Et à des systèmes de gouvernance inclusifs, centrés sur les organisations locales. III

² Le rapport est disponible à cette adresse : <http://ecdpm.org/publications/nexus-between-food-nutrition-security-and-migration/>